Alors que la lutte acharnée autour de la poursuite de la mise en œuvre du plan de paix américain en 20 points à Gaza se poursuit, l'organisation terroriste Hamas refuse non seulement de rendre ses armes, mais elle recrute à nouveau des enfants soldats en leur faisant miroiter des promesses d'argent et en leur proposant des formations au maniement des armes.

Jan Kapusnak

En avril 2013, des élèves d'un lycée de la ville de Gaza ont organisé une manifestation inhabituelle. Vêtus d'uniformes et armés, ils ont simulé une attaque contre une base militaire israélienne et l'enlèvement d'un soldat. Des images montraient des adolescents traînant un homme, qui jouait le rôle d'un soldat israélien, jusqu'à un véhicule qui les attendait.

Ces enfants et adolescents ont participé à Al-Futuwwa, un programme scolaire paramilitaire mis en place par le Hamas en septembre 2012. Une décennie plus tard, certaines des tactiques qu'ils avaient apprises ressemblaient à celles utilisées lors des attentats du 7 octobre.

Inspiré des Jeunesses hitlériennes

Le Hamas a donné à son programme le nom d'Al-Futuwwa, une organisation de jeunesse fondée en 1936 en Palestine sous mandat britannique sous la direction de Jamal al-Husseini, un parent du mufti de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini. Selon l'historien Benny Morris, ses organisateurs se sont inspirés des Jeunesses hitlériennes, et ses membres ont d'abord été qualifiés de « scouts nazis ».

Dans le cadre du programme Al-Futuwwa, la formation militaire a été intégrée au programme scolaire officiel destiné aux garçons âgés de 15 à 17 ans. Les élèves ont appris à manier des fusils Kalachnikov, se sont entraînés à des manœuvres militaires et ont participé à des camps d'entraînement intensifs. En avril 2013, *The Guardian* a rapporté qu'environ 37 000 garçons participaient à ce programme, dont environ 5 000 fréquentaient également des camps spécialisés. Certains élèves accompagnaient même des membres armés du Hamas lors de patrouilles de sécurité nocturnes.

100 000 enfants et adolescents ont reçu une formation militaire

En 2015, la branche militaire du Hamas a commencé à organiser ses propres camps d'entraînement intensifs, qui se sont poursuivis au cours des années suivantes. À l'été 2023, quelques mois seulement avant les attentats du 7 octobre contre Israël, le Hamas a affirmé qu'environ 100 000 enfants et adolescents avaient participé à ses camps d'été.

Un document interne du Hamas datant de juillet 2023, présenté en janvier 2024 par le président israélien Isaac Herzog, citait parmi les objectifs de ces camps la promotion du djihad, du sacrifice de soi, de la résistance armée et de la militarisation de la société palestinienne.

Argent et entraînement au maniement des armes dans le cadre de formations accélérées : le Hamas recrute à nouveau

Trois ans après le 7 octobre, le Hamas a perdu une grande partie de ses dirigeants, des milliers de combattants et une infrastructure militaire importante. Il conserve néanmoins son influence sur les zones peuplées de Gaza et tente de reconstituer ses forces.

En janvier 2026, un père palestinien a raconté comment le Hamas aurait proposé à son fils de 16 ans de l'argent et une formation au maniement des armes pour qu'il rejoigne l'organisation. Son témoignage ne constituait pas une accusation isolée, mais attestait d'une pratique plus générale de recrutement de mineurs. En octobre 2026, des rapports des services de sécurité israéliens indiquaient que le Hamas recrutait des garçons âgés de 15 à 17 ans pour une formation militaire accélérée d'environ une semaine, axée principalement sur les armes à feu légères.

La réaction inquiétante de l'UNICEF

La militarisation des enfants palestiniens n'était en aucun cas un secret. Le Hamas faisait ouvertement la promotion de ses camps d'entraînement, publiait des photos

d’enfants armés et organisait des cérémonies au cours desquelles leurs compétences militaires étaient mises en avant. Pourtant, l’UNICEF n’a jamais placé ce sujet au cœur d’une grande campagne internationale.

Dans son propre rapport « » consacré à l’année 2020, l’UNICEF a recensé deux cas, vérifiés de manière indépendante, de jeunes de 17 ans recrutés au sein de la branche militaire du Hamas. Et un bulletin publié par la suite sur a reconnu que le Hamas, le Djihad islamique palestinien et d’autres groupes armés géraient des camps militaires fréquentés même par des enfants de moins de 14 ans.

L’UNICEF a déclaré avoir contacté les organisateurs et les avoir exhortés à protéger les enfants. Cependant, malgré cette intervention, le Hamas a poursuivi l’entraînement.

L’UNICEF a donc été critiqué pour avoir accordé nettement moins d’attention au recrutement d’enfants palestiniens qu’aux pratiques similaires menées par des groupes armés dans d’autres conflits. Alors que l’organisation n’a cessé d’attirer l’attention internationale sur les souffrances des enfants palestiniens lors des opérations militaires israéliennes, le rôle du Hamas dans la militarisation de ces enfants a fait l’objet d’une attention publique nettement moindre.

Cela soulève une question fondamentale : pourquoi une organisation dotée de l’autorité internationale, des ressources et de la portée médiatique de l’UNICEF n’a-t-elle pas réussi à lancer une campagne d’une visibilité comparable contre le recrutement systématique et la formation militaire des enfants par le Hamas ?

« Gloire et éternité à nos martyrs »

Une enquête intitulée « » menée par NGO Monitor en novembre 2026 a par ailleurs révélé que *The Sameer Project*, une organisation basée à Gaza qui se présente comme partenaire de l’UNICEF, avait publié des contenus glorifiant la violence armée et soutenant le Hamas. Des images montraient des enfants scandant « Gloire et éternité à nos martyrs justes » dans une école arborant les logos de l’UNICEF.

L’UNICEF a toutefois indiqué au Washington Examiner qu’elle n’avait aucun partenariat avec le Sameer Project et qu’elle n’avait pas financé ses activités. Le projet a souligné qu’il était membre d’un groupe de travail sur l’eau et

l’assainissement coordonné par l’UNICEF. Cette adhésion ne constitue pas un partenariat officiel ni un financement. Toutefois, cette affaire soulève des questions quant à la manière dont les organisations utilisent le nom de l’UNICEF au sein des réseaux de coordination humanitaire.

Lorsque les enfants deviennent des combattants

Le recrutement de mineurs complique en outre l’interprétation du nombre de victimes à Gaza. Selon la Convention des Nations unies relative aux droits de l’enfant, toute personne âgée de moins de 18 ans est légalement considérée comme un enfant. Cela inclut également un combattant du Hamas âgé de 16 ans qui a été tué au combat.

Le ministère de la Santé de Gaza, contrôlé par le Hamas, ne fait pas systématiquement la distinction, dans ses chiffres relatifs aux victimes, entre les civils et les membres de groupes armés. Par conséquent, les statistiques fondées uniquement sur l’âge ne permettent pas de déterminer combien d’enfants tués étaient des civils et combien participaient aux hostilités.

Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l’ , interdit aux groupes armés non étatiques de recruter ou d’employer des personnes âgées de moins de 18 ans dans le cadre d’hostilités.

La déradicalisation de Gaza prendra entre 20 et 40 ans

La destruction des tunnels et des dépôts d’armes ne suffira pas à empêcher le Hamas de reconstituer ses forces et de continuer à recruter des enfants soldats. L’avenir de Gaza ne dépendra donc pas seulement de qui contrôle ses frontières ou finance sa reconstruction, mais surtout de qui éduque ses enfants. L’expert en lutte contre le terrorisme Assaf Moghadam estime que la déradicalisation de la population de Gaza pourrait prendre entre 20 et 40 ans.

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel-Aviv.